



RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ATOUT  
FRANCE

L'Agence de développement  
touristique de la France

# Annexes au Rapport d'activité 2023



# RAPPORT DU COMMISSAIRE AUX COMPTES SUR LES COMPTES ANNUELS

Exercice clos le 31 Décembre 2023



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## ATOUT FRANCE GIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023  
ATOUT FRANCE GIE  
200 / 216 rue Raymond Losserand / Immeuble Jour - 75014 PARIS



KPMG SA  
Tour EQHO  
2 Avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex

## ATOUT FRANCE GIE

200 / 216 rue Raymond Losserand / Immeuble Jour - 75014 PARIS

### Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2023

Aux membres du GIE ATOUT FRANCE,

#### Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par les membres, nous avons effectué l'audit des comptes annuels du GIE ATOUT FRANCE relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2023, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du GIE à la fin de cet exercice.

#### Fondement de l'opinion

##### Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

##### Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le code de commerce et par le code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1er janvier 2023 à la date d'émission de notre rapport.

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre. Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration  
Siège social :  
Tour EQHO  
2 avenue Gambetta  
CS 60055  
92066 Paris La Défense Cedex  
Capital social : 5 497 100 €  
775 726 417 RCS Nanterre

## Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués et sur la présentation d'ensemble des comptes.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

## Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion des organes d'administration et dans les autres documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres.

## Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité du GIE à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider le GIE ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le Conseil d'Administration.

## Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre GIE.

## ATOUT FRANCE GIE

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2023

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité du GIE à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Paris La Défense, le 16 mai 2024

KPMG SA

Erik Boulois

Associé

**Erik  
Boulois** Signature  
numérique de  
Erik Boulois  
Date : 2023.06.13  
16:45:59 +02'00'

**ATOUT FRANCE GIE**

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels  
Exercice clos le 31 décembre 2023

# BILAN DE L'EXERCICE 2023 | En Euros

GIE ATOUT France		Bilan en euros				Exercice 2023	
Actif	Brut	Amort. ou Prov.	Net 2023	Net 2022	Passif	Net 2023	Net 2022
<b>ACTIF IMMOBILISÉ</b>					<b>CAPITAUX PROPRES</b>		
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>	<b>4 655 246</b>	<b>4 267 107</b>	<b>388 140</b>	<b>618 920</b>	<b>RÉSERVES</b>	5 952 296	5 952 296
. Logiciels, marques et droits assimilés	4 655 246	4 267 107	388 140	618 920	<b>REPORT A NOUVEAU</b>	5 975 658	3 982 639
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>	<b>2 828 979</b>	<b>2 340 485</b>	<b>488 494</b>	<b>642 722</b>	<b>RÉSULTAT</b>	46 646	1 993 019
. Installations générales et agencements	858 830	601 207	257 623	310 383	<b>SUBVENTION D'INVESTISSEMENT</b>	125 904	209 523
. Matériel de transport	66 699	66 699	-	-			
. Matériel de bureau et informatique	1 418 740	1 269 522	149 218	200 012			
. Mobilier de bureau	483 339	403 057	80 282	130 956			
. Autres immobilisations corporelles	1 372	-	1 372	1 372			
<b>IMMOBILISATIONS EN COURS</b>	<b>999 112</b>	-	<b>999 112</b>	-	<b>TOTAL CAPITAUX PROPRES</b>	<b>12 100 503</b>	<b>12 137 477</b>
. Immobilisations en cours	999 112	-	999 112	-	<b>PROVISIONS POUR RISQUES &amp; CHARGES</b>		
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIERES</b>	<b>1 102 534</b>	-	<b>1 102 534</b>	<b>1 005 396</b>	. Provisions pour risques	3 342 318	4 478 928
. Titres de participations	1	-	1	1	. Provisions pour charges	884 624	933 317
. Prêts	-	-	-	-	<b>TOTAL PROVISIONS POUR RISQUES ET CHARGES</b>	<b>4 226 942</b>	<b>5 412 245</b>
. Dépôts et cautionnements versés	1 102 534	-	1 102 534	1 005 395	<b>DETTES AUPRES DES ÉTABLISSEMENTS DE CRÉDIT</b>	5 697	4 721
					<b>EMPRUNTS ET DETTES FINANCIERES DIVERS</b>	2 454	2 454
<b>TOTAL ACTIF IMMOBILISÉ</b>	<b>9 585 872</b>	<b>6 607 592</b>	<b>2 978 280</b>	<b>2 267 039</b>	<b>AVANCES ET ACOMPTES REÇUS SUR OPÉRATIONS</b>	423 891	474 014
<b>ACTIF CIRCULANT</b>					<b>DETTES FOURNISSEURS ET COMPTES RATTACHÉS</b>	10 531 162	11 034 332
<b>STOCKS</b>	46 631	40 382	6 250	16 023	<b>DETTES FISCALES ET SOCIALES</b>	6 401 124	6 061 705
<b>AVANCES &amp; ACOMPTES VERSÉS SUR OPERATIONS</b>	91 809	-	91 809	114 235	<b>AUTRES DETTES</b>	584 445	1 188 750
<b>CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS</b>	8 225 521	632 384	7 593 137	12 508 813	<b>PRODUITS CONSTATÉS D'AVANCE</b>	18 813 691	19 095 139
<b>AUTRES CRÉANCES</b>	9 157 079	-	9 157 079	4 545 888	<b>TOTAL DETTES</b>	<b>36 762 464</b>	<b>37 861 115</b>
<b>DISPONIBILITÉS</b>							
. Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-	. Augmentation des créances	16 108	35 073
. Disponibilités	30 283 761	-	30 283 761	33 071 438	. Diminution des dettes	175 474	203 614
<b>CHARGES CONSTATÉES D'AVANCE</b>	3 082 889	-	3 082 889	2 968 852	<b>ÉCART DE CONVERSION PASSIF</b>	191 582	238 686
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT</b>	<b>50 887 691</b>	<b>672 766</b>	<b>50 214 925</b>	<b>53 225 249</b>	<b>TOTAL PASSIF</b>	<b>53 281 492</b>	<b>55 649 523</b>
. Diminution des créances	38 996		38 996	136 304			
. Augmentation des dettes	49 290		49 290	20 932			
<b>ÉCART DE CONVERSION ACTIF</b>	<b>88 286</b>	-	<b>88 286</b>	<b>157 236</b>			
<b>TOTAL ACTIF</b>	<b>60 561 849</b>	<b>7 280 357</b>	<b>53 281 492</b>	<b>55 649 523</b>			

# COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2023 | En Euros

GIE ATOUT France	Compte de résultat - en euros		Exercice 2023	
Rubriques	2023	2022	Variation en €	Variation en %
<b>PRODUITS D'EXPLOITATION</b>				
. Cotisations des adhérents	1 991 646	1 846 273	145 373	7,9%
. Prestations de services	27 189 030	30 994 431	-3 805 401	-12,3%
<b>S/total A - Montant net du chiffre d'affaires</b>	<b>29 180 676</b>	<b>32 840 704</b>	<b>-3 660 028</b>	<b>-11,1%</b>
. Production stockée	-10 470	-11 749	1 279	-10,9%
. Production immobilisée	0	0	0	
. Subvention du Ministère de tutelle (SCSP)	29 022 490	28 862 952	159 538	0,6%
. Subventions spécifiques du Ministère de tutelle	8 589 232	8 649 055	-59 823	-0,7%
. Subventions spécifiques MOM	0	94 000	-94 000	-100,0%
. Autres subventions	514 303	438 340	75 964	17,3%
. Reprise sur provisions & amortissements	1 931 224	783 779	1 147 444	146,4%
. Transferts de charges	835	512	323	63,2%
. Autres produits de gestion	257 293	209 306	47 988	22,9%
<b>S/total B - Autres produits</b>	<b>40 304 908</b>	<b>39 026 194</b>	<b>1 278 714</b>	<b>3,3%</b>
<b>Total I - produits d'exploitation</b>	<b>69 485 584</b>	<b>71 866 898</b>	<b>-2 381 314</b>	<b>-3,3%</b>
<b>CHARGES D'EXPLOITATION</b>				
. Autres charges et charges externes	46 748 969	48 277 112	-1 528 144	-3,2%
. Impôts, taxes et versements assimilés	971 463	1 010 692	-39 229	-3,9%
. Salaires et appointements	14 837 812	13 048 158	1 789 654	13,7%
. Charges sociales	5 495 995	4 197 319	1 298 676	30,9%
. Dotations aux amortissements	557 882	637 190	-79 308	-12,4%
. Dotations aux provisions	288 642	2 166 497	-1 877 855	-86,7%
. Autres charges de gestion	536 723	358 556	178 167	49,7%
<b>Total II - charges d'exploitation</b>	<b>69 437 487</b>	<b>69 695 525</b>	<b>-258 038</b>	<b>-0,4%</b>
<b>RÉSULTAT D'EXPLOITATION (I-II)</b>	<b>48 097</b>	<b>2 171 373</b>	<b>-2 123 276</b>	<b>-97,8%</b>
<b>PRODUITS FINANCIERS</b>				
. Autres intérêts et produits assimilés	80	574	-494	-86,1%
. Différences positives de change	40	10 118	-10 078	-99,6%
. Reprises sur provisions	79 685	53 031	26 654	50,3%
<b>Total III - Produits financiers</b>	<b>79 805</b>	<b>63 722</b>	<b>16 082</b>	<b>25,2%</b>
<b>CHARGES FINANCIÈRES</b>				
. Intérêts et charges assimilées	13 002	12 722	280	2,2%
. Différences négatives de change	11 103	274	10 829	3951,0%
. Dotations aux provisions	41 892	79 685	-37 793	-47,4%
<b>Total IV - Charges financières</b>	<b>65 997</b>	<b>92 681</b>	<b>-26 684</b>	<b>-28,8%</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER (III-IV)</b>	<b>13 808</b>	<b>-28 958</b>	<b>42 766</b>	<b>-147,7%</b>
<b>PRODUITS EXCEPTIONNELS</b>				
. Produits exceptionnels sur opérations de gestion	381	19 114	-18 733	-98,0%
. Produits de cession d'éléments d'actif	0	5 048	-5 048	-100,0%
. Reprises sur provisions	0	0	0	
<b>Total V - Produits exceptionnels</b>	<b>381</b>	<b>24 162</b>	<b>-23 781</b>	<b>-98,4%</b>
<b>CHARGES EXCEPTIONNELLES</b>				
. Charges exceptionnelles sur opérations de gestion	1 481	6 277	-4 796	-76,4%
. Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	3 423	4 028	-605	-15,0%
. Dotations except. aux amortissements & provisions	0	0	0	
<b>Total VI - Charges exceptionnelles</b>	<b>4 904</b>	<b>10 305</b>	<b>-5 401</b>	<b>-52,4%</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL (V-VI)</b>	<b>-4 523</b>	<b>13 857</b>	<b>-18 380</b>	<b>-132,6%</b>
<b>IMPÔT SUR LES SOCIÉTÉS</b>	<b>10 736</b>	<b>163 253</b>	<b>-152 517</b>	<b>-93,4%</b>
<b>TOTAL DES PRODUITS</b>	<b>69 565 769</b>	<b>71 954 782</b>	<b>-2 389 013</b>	<b>-3,3%</b>
<b>TOTAL DES CHARGES</b>	<b>69 519 123</b>	<b>69 961 764</b>	<b>-442 640</b>	<b>-0,6%</b>
<b>RÉSULTAT DE L'EXERCICE</b>	<b>46 646</b>	<b>1 993 019</b>	<b>-1 946 373</b>	<b>-97,7%</b>

# SOLDES INTERMÉDIAIRES DE GESTION

## DE L'EXERCICE 2023 | En Euros

GIE ATOUT France		Soldes Intermédiaires de gestion - en euros		Exercice 2023	
Soldes Intermédiaires de gestion		2023	2022	Variation en €	Variation en %
Ventes de marchandises		8 620	3 515	5 105	145,2%
- Cout direct d'achat		327	0	327	
+/- Variation du stock de marchandises		0	0	0	
<b>Marge commerciale (I)</b>		<b>8 293</b>	<b>3 515</b>	<b>4 778</b>	<b>135,9%</b>
<i>Taux de marge commerciale</i>		<i>96,21 %</i>	<i>100,00 %</i>		
+ Production vendue		29 172 056	32 837 189	-3 665 133	-11,2%
+ Production stockée		-10 470	-11 749	1 279	-10,9%
+ Production immobilisée		0	0	0	
<b>Production de l'exercice</b>		<b>29 161 586</b>	<b>32 825 440</b>	<b>-3 663 854</b>	<b>-11,2%</b>
- Matières premières et approvisionnements consommés		268 267	250 432	17 836	7,1%
- Sous traitance directe		34 714 784	37 746 263	-3 031 479	-8,0%
<b>Marge brute sur production (II)</b>		<b>-5 821 466</b>	<b>-5 171 255</b>	<b>-650 210</b>	<b>12,6%</b>
<i>Taux de marge brute sur production</i>		<i>-19,96 %</i>	<i>-15,75 %</i>		
<b>Marge brute globale (I + II)</b>		<b>-5 813 172</b>	<b>-5 167 740</b>	<b>-645 432</b>	<b>12,5%</b>
<i>Taux de marge brute globale</i>		<i>-19,92 %</i>	<i>-15,74 %</i>		
- Services extérieurs et autres charges externes		11 765 591	10 280 417	1 485 173	14,4%
<b>Valeur ajoutée produite</b>		<b>-17 578 763</b>	<b>-15 448 158</b>	<b>-2 130 605</b>	<b>13,8%</b>
<i>Valeur ajoutée / chiffre d'affaires</i>		<i>-60,24 %</i>	<i>-47,04 %</i>		
+ Subventions d'exploitation		38 126 025	38 044 346	81 679	0,2%
- Impôts, taxes et versements assimilés		971 463	1 010 692	-39 229	-3,9%
- Salaires et traitements		14 837 812	13 048 158	1 789 654	13,7%
- Charges sociales		5 495 995	4 197 319	1 298 676	30,9%
<b>Excédent brut d'exploitation</b>		<b>-758 008</b>	<b>4 340 019</b>	<b>-5 098 027</b>	<b>-117,5%</b>
<i>Excédent brut d'exploitation / chiffre d'affaires</i>		<i>-2,60 %</i>	<i>13,22 %</i>		
+ Reprises sur amortissements et provisions		1 931 224	783 779	1 147 444	146,4%
- Dotations aux amortissements sur immobilisations		557 882	637 190	-79 308	-12,4%
- Dotations aux provisions sur immobilisations		0	0	0	
- Dotations aux provisions sur actif circulant		78 294	939 356	-861 062	-91,7%
- Dotations aux provisions pour risques et charges		210 348	1 227 141	-1 016 793	-82,9%
+ Autres produits de gestion courante		257 293	209 306	47 988	22,9%
- Autres charges de gestion courante		536 723	358 556	178 167	49,7%
+ Transfert de charges d'exploitation		835	512	323	63,2%
<b>Résultat d'exploitation (hors charges et produits financiers)</b>		<b>48 097</b>	<b>2 171 373</b>	<b>-2 123 276</b>	<b>-97,8%</b>
<i>Résultat d'exploitation / chiffre d'affaires</i>		<i>0,16 %</i>	<i>6,61 %</i>		
+ Bénéfice attribué (quote part sur opérations en commun)		0	0	0	
- Perte supportée (quote part sur opérations en commun)		0	0	0	
+ Produits financiers de participations		80	150	-71	-46,9%
+ Produits des autres valeurs mobilières et créances		0	0	0	
+ Autres intérêts et produits assimilés		0	424	-424	-100,0%
+ Reprises sur provisions financières		79 685	53 031	26 654	50,3%
+ Transfert de charges financières		0	0	0	
+ Différences positives de change		40	10 118	-10 078	-99,6%
+ Produits nets sur cessions valeurs mobilières placement		0	0	0	
- Dotations financières aux amortissements et provisions		41 892	79 685	-37 793	-47,4%
- Intérêts et charges assimilés		13 002	12 722	280	2,2%
- Différences négatives de change		11 103	274	10 829	3951,0%
- Charges nettes sur cessions valeurs mobilières de placement		0	0	0	
<b>Résultat courant avant impôts</b>		<b>61 905</b>	<b>2 142 415</b>	<b>-2 080 510</b>	<b>-97,1%</b>
<i>Résultat courant / chiffre d'affaires</i>		<i>0,21 %</i>	<i>6,52 %</i>		
+ Produits exceptionnels sur opérations de gestion		381	19 114	-18 733	-98,0%
+ Produits exceptionnels sur opérations en capital		0	5 048	-5 048	-100,0%
+ Reprises sur provisions		0	0	0	
+ Transferts de charges exceptionnelles		0	0	0	
- Charges exceptionnelles sur opérations de gestion		1 481	6 277	-4 796	-76,4%
- Charges exceptionnelles sur opérations en capital		3 423	4 028	-605	-15,0%
- Dotations except. aux amortissements et provisions		0	0	0	
<b>Résultat exceptionnel</b>		<b>-4 523</b>	<b>13 857</b>	<b>-18 380</b>	<b>-132,6%</b>
- Participation des salariés aux résultats		0	0	0	
- Impôt sur les bénéfices		10 736	163 253	-152 517	-93,4%
<b>Résultat Net Comptable</b>		<b>46 646</b>	<b>1 993 019</b>	<b>-2 098 890</b>	<b>-105,3%</b>
<i>Résultat Net / chiffre d'affaires</i>		<i>0,16 %</i>	<i>6,07 %</i>		

# ANNEXE AU BILAN ET AU COMPTE DE RÉSULTAT DE L'EXERCICE 2023

Le bilan présente un total de 53 281 492 € et un résultat bénéficiaire de 46 646 €.

L'exercice a une durée de 12 mois, recouvrant la période du 1<sup>er</sup> janvier au 31 décembre 2023.

Les notes et les tableaux ci-après font partie intégrante des comptes annuels.

## I. FAITS CARACTÉRISTIQUES DE L'EXERCICE

### 1.1 Activités du GIE

#### 1.1.1 Les produits d'exploitation

Les produits d'exploitation sont enregistrés pour un montant de 69,5 M€ en 2023 contre 71,9 M€ en 2022, soit une diminution de 3,3 %.

Le chiffre d'affaires net s'élève à 29,2 M€ en 2023 contre 32,8 M€ en 2022, soit une diminution de 11,1 %.

#### 1.1.2 Les charges d'exploitation

Les charges d'exploitation sont enregistrées pour un montant de 69,4 M€ en 2023 contre 69,7 M€ en 2022, soit une diminution de 0,4 %.

### 1.2 Informations concernant les structures

#### 1.2.1 Les succursales

Depuis la fermeture de la succursale de Barcelone le 30 juin 2021, il n'y a plus aucune succursale en activité.

#### 1.2.2 Les participations

##### ■ French Tourist Bureau PTY LTD

Les comptes sociaux du GIE intègrent en charge la subvention d'équilibre accordée à French Tourist Bureau PTY LTD, filiale australienne d'Atout France portant le bureau de Sydney, pour un montant de 353 431 € au titre de l'exercice 2023.

#### 1.3 Les effectifs

Les effectifs physiques présents au 31 décembre 2023 sont les suivants :

Effectifs Physiques au 31/12/2023		
NATURE DES CONTRATS	2023	2022
<b>SIÈGE</b>		
Contrats à durée indéterminée de droit privé	101	96
Contrats d'expatrié du GIE	8	8
Contrats de détachement mis à disposition du réseau	1	1
Agents de l'Etat mis à disposition	5	6
Contrats à durée déterminée	2	6
Contrats à objet défini	27	25
Contrats en alternance	12	5
Convention région	1	1
<b>Total des contrats siège</b>	<b>157</b>	<b>148</b>
<i>Contrats de stage</i>	<i>1</i>	<i>2</i>
<b>BUREAUX DE REPRÉSENTATION À L'ÉTRANGER</b>		
Contrats à durée indéterminée de droit privé local	124	131
Contrats Air France et autres	2	3
Contrats sur conventions avec les régions	1	1
Agents de l'Etat mis à disposition	10	12
Contrats à durée déterminée	13	13
<b>Total des contrats à l'étranger</b>	<b>150</b>	<b>160</b>
<i>Contrats de stage</i>	<i>10</i>	<i>10</i>
<b>Total général des contrats salariés</b>	<b>307</b>	<b>308</b>
<b>Dont contrats de mise à disposition<sup>[1]</sup></b>	<b>15</b>	<b>18</b>
<i>Total des contrats de stage</i>	<i>11</i>	<i>12</i>

[1] Par la Direction Générale des Entreprises

[1] Personnel rémunéré par l'État

NB : Les salariés expatriés et détachés du GIE, bien qu'actuellement rattachés au siège, figurent néanmoins dans les effectifs des bureaux en raison de leurs activités exclusivement locales

## II. PRINCIPES, RÈGLES ET MÉTHODES COMPTABLES

Les comptes annuels du GIE Atout France sont établis conformément au règlement ANC n° 2016-07 du 4 novembre 2016 relatif au plan comptable général approuvé par arrêté ministériel du 26 décembre 2016, en application des articles L.123-12 à L. 123-28 et R. 123-172 à R. 123-208 du code de commerce.

Les conventions générales comptables ont été appliquées, dans le respect du principe de prudence, conformément aux hypothèses de base :

- Continuité de l'exploitation ;
- Permanence des méthodes comptables d'un exercice à l'autre ;
- Indépendance des exercices, conformément aux règles générales d'établissement et de présentation des comptes annuels.

### 2.1 Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise et à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

Les logiciels informatiques sont enregistrés dans cette rubrique pour un montant brut de 4,7 M€. Ils sont amortis linéairement sur une période comprise entre 3 et 5 ans et compte tenu de la durée estimée de leur cycle d'utilisation.

### 2.2 Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) pour les actifs acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les actifs produits par l'entreprise et à leur valeur vénale pour les actifs acquis à titre gratuit et par voie d'échange.

L'amortissement des immobilisations est calculé suivant le mode linéaire en fonction de la durée de vie prévue.

Les durées et les modes d'amortissement pratiqués sont résumés ci-dessous :

Mobilier et matériel administratif	5 ans
Agencements des constructions et installations	entre 3 et 10 ans
Matériel informatique	3 ans
Matériel roulant	4 ans

La durée d'amortissement retenue par simplification est la durée d'usage pour les biens non décomposables à l'origine.

### 2.3 Immobilisations financières

#### 2.3.1 Titres de participations

Le GIE détient 1 action d'une valeur de 1 AUD (équivalent de 0,72 €) de la société de droit australien « French Tourist bureau PTY LTD ». Le GIE détient 100 % du capital de cette société.

#### 2.3.2 Dépôts et cautionnements versés

Il s'agit essentiellement de dépôts de garantie relatifs aux baux des différents bureaux de représentation et du siège du GIE.

### 2.4 Les stocks

Il s'agit d'un stock de brochures éditées par le GIE. Le montant brut des stocks au 31/12/2023 s'élève à 46 631 €. Pour tenir compte de l'obsolescence rapide de ces parutions, ce stock est déprécié conformément aux usages du secteur de l'édition, à savoir :

- Valorisation sur la base du prix de vente HT diminué d'un taux de marge de 50 %.
- Dépréciation de 25 % sur les quatre années suivant celle de la parution.
- La dépréciation au 31/12/2023 s'élève à 40 382 €.

### 2.5 Immobilisations en cours :

Les immobilisations en cours à la clôture de l'exercice s'élèvent à 8,48 M€ dont

- 4,18 M€ pour les logiciels
- 1,41 M€ pour les ordinateurs
- 0,85 M€ pour les aménagements de bureaux

### 2.6 Report à nouveau et résultat de l'exercice

En application du contrat constitutif du GIE ATOUT FRANCE (Article 19) qui stipule que les membres du Groupement sont tenus solidairement des dettes de celui-ci, les sommes figurant en report à nouveau et en résultat de l'exercice ne sont pas disponibles pour les membres du GIE.

## 2.7 Traitement comptable des opérations en devises

Les devises étrangères sont valorisées chaque mois au taux moyen mensuel communiqué par la Banque de France.

L'écart résultant de l'application des taux mensuels sur les opérations en devises est porté, selon leur nature, en gains de change ou en pertes de change.

Les créances et les dettes en devises sont valorisées au taux de la Banque de France du 31 décembre de l'année. L'écart entre ce taux et le taux de valorisation est porté dans les comptes de régularisation : écart de conversion actif et écart de conversion passif.

Seul l'écart de conversion actif résiduel, après imputation de l'écart de conversion passif, fait l'objet d'une provision pour pertes de change. La provision est déterminée devise par devise ; il existe en effet une position globale de change pour chaque devise, les créances et les dettes étant à échéance voisine. Cette provision est reprise dans le résultat d'exploitation l'année suivante.

### Application du règlement ANC n° 2015-05

Les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont classés dans le résultat d'exploitation depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2017, conformément au règlement ANC n° 2015-05 relatif aux instruments financiers à terme et aux opérations de couverture.

Ce règlement distingue les gains et pertes de change sur les opérations commerciales des gains et pertes de change sur les opérations financières. De ce fait, ces écarts de change sur créances et dettes commerciales hors couverture sont comptabilisés dans les comptes d'exploitation (PCG art. 833-2/7).

## 2.8 Subventions d'investissement

La subvention d'investissement concerne le financement en 2022 de la plateforme France Tourisme Observation (FTO). Celle-ci a été portée en subvention d'investissement pour un montant de 250 858 € afin de financer les dépenses du projet ayant le caractère d'immobilisations. La quote-part de subvention est ramenée chaque année au compte de résultat à hauteur des amortissements pratiqués. Pour l'exercice 2023, ce montant représente 83 619 €. La subvention d'investissement nette inscrite au bilan est de 125 904 €.

## 2.9 Subventions d'exploitation

Les subventions ont représenté 38 M€ en 2023.

### 2.9.1 Subvention de fonctionnement

La subvention annuelle de fonctionnement du GIE (subvention pour charge de service public) attribuée à Atout France en sa qualité d'opérateur de l'Etat par le Ministère de l'Economie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique s'est élevée à 28,2 M€ au titre de l'exercice. A ce montant, s'ajoute une somme de 3 M€ qui avait fait l'objet d'un report fin 2022.

**Sur ce report, 0,85 M€ a été consommé dans le** cadre du plan Destination France et 2,15 M€ ont été reportés sur l'exercice 2024 et comptabilisés dans la rubrique du bilan « produits constatés d'avance ».

### 2.9.2 Subventions relatives au plan Destination France

Dans le cadre du plan Destination France lancé par le gouvernement en novembre 2021, Atout France a reçu, en 2023, 5,85 M€ pour la promotion, entièrement consommés. Atout France a également consommé en 2023, à hauteur de 0,498 M€, une fraction de la subvention reçue en 2022 pour l'ingénierie touristique et territoriale.

### 2.9.3 Subventions spécifiques relatives aux produits visés affectés à Atout France

Dans le cadre du dispositif défini lors du Conseil interministériel du tourisme en 2018 et renouvelé pour l'exercice 2022 (actions dites « CIT » dans les comptes du GIE), une subvention reportée en 2022 dans la rubrique du bilan « produits constatés d'avance » à hauteur de 6,789 M€ a été consommée en 2023 pour un montant de 2,241 M€ et reportée en 2024 dans la rubrique « produits constatés d'avance » du bilan pour un montant de 4,548 M€.

### 2.9.4 Autres subventions spécifiques

Ces subventions, assorties de conditions spécifiques quant à leur objet, sont inscrites en produits d'exploitation en fonction de l'état d'avancement des prestations auxquelles elles sont rattachées.

Représentant 514 K€, elles proviennent du Ministère des Outre-Mer pour 319 K€ et de l'Agence nationale pour la cohésion des territoires pour 195 K€.

La note infra 4.1.2 présente le détail des subventions d'exploitation, avec les montants nominaux, les montants non consommés et les montants inscrits en produits de l'exercice.

### 2.9.5 Autres mesures de soutien

Le GIE bénéficie de 10 agents dans les bureaux à l'étranger mis à disposition contre remboursement à l'Etat. En 2023, une atténuation de charge par l'Etat d'un montant de 1,5 M€ a ramené ce remboursement à 0.

**2.10 Provisions pour risques et charges.****2.10.1 Provisions pour risques**

Le cumul des provisions pour risques pour un montant de 3 342 318 € se rapporte notamment :

À la constitution, en 2020, d'une provision pour « les mesures d'accompagnement liées à la rationalisation des ressources humaines » pour un montant de 2 600 000 € ajustée à 1 858 000 € au titre de l'exercice 2023.

**2.10.2 Provisions pour charges**

Le cumul des provisions pour charges pour un montant de 884 624 €.

**2.11 Provisions pour dépréciation des comptes clients.**

Le cumul des provisions pour dépréciation des comptes clients de 632 384€ est relatif à l'ajustement des dépréciations au titre des exercices précédents et aux nouvelles dépréciations de l'exercice.

**III. NOTES SUR LE BILAN****3.1 ACTIF****3.1.1 Immobilisations, situation et mouvements de l'exercice**

IMMOBILISATIONS BRUTES	AU 31/12/2022	AUGMENTATION	DIMINUTION	AU 31/12/2023
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
. Immobilisations incorporelles	4 100 458	87 772		4 188 230
. Autres immobilisations incorporelles	467 016			467 016
. Immobilisations en cours	-			-
Sous-total	4 567 475	87 772	-	4 655 246
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
. Inst° générales & Agencement	862 721	2 405	6 297	858 830
. Matériels de transport	66 699			66 699
. Matériels de bureau et informatique	1 647 767	84 017	313 044	1 418 740
. Mobiliers de bureau	504 400	2 284	23 344	483 339
. Autres immobilisations corporelles	1 372			1 372
. Immobilisations en cours	-	999 112		999 112
Sous-total	3 082 959	1 087 818	342 686	3 828 091
<b>IMMOBILISATIONS FINANCIÈRES</b>				
. Participations	1			1
. Prêts au personnel	-			-
. Dépôt et cautionnements	1 005 395	125 457	28 319	1 102 534
Sous-total	1 005 396	125 457	28 319	1 102 534
<b>TOTAL :</b>	<b>8 655 830</b>	<b>1 301 047</b>	<b>371 005</b>	<b>9 585 872</b>

## 3.1.2 Amortissements, situation et mouvements de l'exercice

AMORTISSEMENTS	AU 31/12/2022	AUGMENTATION	DIMINUTION	AU 31/12/2023
<b>IMMOBILISATIONS INCORPORELLES</b>				
. Immobilisations incorporelles	3 481 538	318 552		3 800 090
. Autres immobilisations incorporelles	467 016			467 016
<b>Sous-total</b>	<b>3 948 554</b>	<b>318 552</b>	<b>-</b>	<b>4 267 107</b>
<b>IMMOBILISATIONS CORPORELLES</b>				
. Inst° générales & Agencement	552 339	51 820	2 952	601 207
. Matériels de transport	66 699			66 699
. Matériels de bureau et informatique	1 447 755	134 552	312 785	1 269 522
. Mobiliers de bureau	373 444	52 957	23 344	403 057
. Autres immobilisations corporelles	-			-
<b>Sous-total</b>	<b>2 440 237</b>	<b>239 330</b>	<b>339 082</b>	<b>2 340 485</b>
<b>TOTAL :</b>	<b>6 388 791</b>	<b>557 882</b>	<b>339 082</b>	<b>6 607 592</b>

## 3.1.3 Clients et comptes rattachés

CLIENTS ET COMPTES RATTACHÉS	2023	2022
. Créances clients	7 265 250	12 054 275
. Provisions dépréciation des comptes clients	- 632 384	- 1 043 140
. Factures à établir	960 271	1 497 679
<b>TOTAL :</b>	<b>7 593 137</b>	<b>12 508 813</b>
<b>Ventilation par échéance du poste "CLIENTS" net</b>		
. Clients débiteurs	6 554 807	10 697 260
. Clients créditeurs	355 767	167 660
<b>TOTAL CRÉANCES CLIENTS NET :</b>	<b>6 199 040</b>	<b>10 529 600</b>
. Factures à plus de 90 jours	375 741	1 463 426
. Factures à plus de 60 jours	328 274	430 902
. Factures à moins de 60 jours	1 167 194	3 081 685
. Factures non échues	4 327 831	5 553 587
<b>TOTAL :</b>	<b>6 199 040</b>	<b>10 529 600</b>

Les créances sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision pour dépréciation est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

## 3.1.4 Autres créances

NATURE DES CRÉANCES	2023	2022
. Fournisseurs débiteurs et RRR à obtenir	470 215	663 830
. Personnel et comptes rattachés	88 973	94 598
. Organismes sociaux	24 187	24 016
. Subventions à recevoir	5 927 582	1 378 101
. Créances fiscales	2 475 453	2 192 101
. Associés - Comptes courants	170 670	189 711
. Autres créances	-	3 531
<b>TOTAL :</b>	<b>9 157 079</b>	<b>4 545 888</b>

## 3.1.5 Charges constatées d'avance

NATURE DES CHARGES	2023	2022
<b>SIÈGE</b>		
. dont fonctionnement	720 652	699 980
. dont opérations promotion	1 437 457	1 329 265
. dont ingénierie & développement	217 878	106 938
. dont Ss direction Projets	415	
Sous-total	2 376 402	2 136 183
<b>BUREAUX À L'ÉTRANGER</b>		
. dont fonctionnement	232 655	266 371
. dont opérations promotion	473 832	566 298
Sous-total	706 487	832 669
<b>TOTAL :</b>	<b>3 082 889</b>	<b>2 968 852</b>

## 3.2 PASSIF

## 3.2.1 Capitaux propres

CAPITAUX PROPRES	AU 31/12/2022	AUGMENTATION	DIMINUTION	AU 31/12/2023
. Réserves	5 952 296	-		5 952 296
. Report à nouveau*	3 982 639	1 993 019		5 975 658
. Résultat	-	46 646	-	46 646
. Subvention d'investissement	209 523	83 619		125 904
<b>TOTAL :</b>	<b>10 144 458</b>	<b>1 956 045</b>	<b>-</b>	<b>12 100 503</b>

\* Affectation du résultat N-1

## 3.2.2 Provisions inscrites au bilan

PROVISIONS INSCRITES AU BILAN	AU 31/12/2022	AUGMENTATION	DIMINUTION	AU 31/12/2023
. Provisions pour risques	4 478 928	160 804	1 297 414	3 342 318
. Provisions pour charges	933 317	91 436	140 128	884 624
<b>TOTAL :</b>	<b>5 412 245</b>	<b>252 240</b>	<b>1 437 542</b>	<b>4 226 942</b>
<b>Dont dotations et reprises</b>				
. D'exploitation		210 348	1 357 857	
. Financières		41 892	79 685	
. Exceptionnelles		-	-	
<b>TOTAL :</b>		<b>252 240</b>	<b>1 437 542</b>	

## 3.2.3 Provisions pour dépréciation

DÉPRÉCIATIONS INSCRITES AU BILAN	AU 31/12/2022	AUGMENTATION	DIMINUTION	AU 31/12/2023
. Stocks	41 078	40 382	41 078	40 382
. Créances clients	1 043 140	37 912	448 669	632 384
<b>TOTAL :</b>	<b>1 084 218</b>	<b>78 294</b>	<b>489 747</b>	<b>672 766</b>
<b>Dont dotations et reprises</b>				
. D'exploitation		78 294	489 747	
<b>TOTAL :</b>		<b>78 294</b>	<b>489 747</b>	

## 3.2.4 Dettes auprès des établissements de crédits

Il s'agit principalement d'agios bancaires au titre du quatrième trimestre 2023.

## 3.2.5 Dettes fournisseurs et comptes rattachés

Fournisseurs et comptes rattachés	2023	2022
. Dettes fournisseurs	6 984 385	5 161 050
. Factures non parvenues	3 546 777	5 873 283
<b>TOTAL :</b>	<b>10 531 162</b>	<b>11 034 332</b>
<b>Ventilation par échéance du poste "FOURNISSEURS" net</b>		
. Fournisseurs créditeurs	6 984 385	5 161 050
. Fournisseurs débiteurs	262 438	378 288
<b>TOTAL DETTES FOURNISSEURS NET :</b>	<b>6 721 946</b>	<b>4 782 762</b>
. Factures à plus de 60 jours	413 657	200 363
. Factures à moins de 60 jours	2 659 692	2 038 386
. Factures non échues	3 648 597	2 544 013
<b>TOTAL :</b>	<b>6 721 946</b>	<b>4 782 762</b>

## 3.2.6 Dettes fiscales et sociales

Dettes fiscales et sociales	2023	2022
<b>DETTE SOCIALES ET FISCALES ( PERSONNEL )</b>		
. Provisions congés payés	937 415	903 336
. Provisions RTT	1 452 639	1 286 160
. Provisions pour départ & retraite bureaux	1 376 718	1 452 235
. Charges de sécu & autres organismes	755 466	997 933
. Autres dettes de personnel	392 301	129 689
<b>Sous-total</b>	<b>4 914 539</b>	<b>4 769 353</b>
<b>AUTRES DETTES FISCALES</b>		
. Etat - Avances sur subventions	560 556	683 807
. Impôts sur salaires	95 691	105 421
. Etat - Impôts sur les bénéficiaires	-	163 253
. TVA collectée à décaisser	478 984	27 288
. TVA sur CA à régulariser	26 976	126 107
. Autres impôts	324 378	186 475
<b>Sous-total</b>	<b>1 486 585</b>	<b>1 292 352</b>
<b>TOTAL :</b>	<b>6 401 124</b>	<b>6 061 705</b>

## 3.2.7 Produits constatés d'avance

Nature des produits	2023	2022
<b>SIÈGE</b>		
. dont fonctionnement	2 150 000	3 000 000
. dont opérations promotion	727 017	712 295
. dont ingénierie & développement	190 936	486 339
. dont Plan de relance (CIT/PDF/TECH)	15 127 384	13 942 583
<b>Sous-total</b>	<b>18 195 337</b>	<b>18 141 217</b>
<b>BUREAUX À L'ÉTRANGER</b>		
. dont fonctionnement		
. dont opérations promotion	618 354	953 922
<b>Sous-total</b>	<b>618 354</b>	<b>953 922</b>
<b>TOTAL :</b>	<b>18 813 691</b>	<b>19 095 139</b>

## 3.2.8 État des créances

ÉTAT DES CRÉANCES	MONTANT BRUT	À 1 AN AU PLUS	À PLUS D'1 AN
. Prêts personnel	-		
. Dépôts et cautionnement versés	1 102 534		1 102 534
. Clients et comptes rattachés	8 225 521	8 225 521	
. Fournisseurs débiteurs et RRR à obtenir	470 215	470 215	
. Personnel et comptes rattachés	88 973	88 973	
. Organismes sociaux	24 187	24 187	
. Subventions à recevoir	5 927 582	5 927 582	
. Créances fiscales	2 475 453	2 475 453	
. Associés - comptes courants	170 670	170 670	
. Autres créances	-	-	
. Charges constatées d'avance	3 082 889	3 082 889	
<b>TOTAL :</b>	<b>21 568 023</b>	<b>20 465 489</b>	<b>1 102 534</b>

## 3.2.9 État des dettes

ÉTAT DES DETTES	MONTANT BRUT	À 1 AN AU PLUS	DE 1 À 5 ANS	À PLUS DE 5 ANS
. Dettes auprès des établissements de crédit	5 697	5 697		
. Emprunts et dettes financières diverses	2 454	2 454		
. Fournisseurs et comptes rattachés	10 531 162	10 531 162		
. Personnel et comptes rattachés	3 385 072	3 385 072		
. Dettes sociales	1 529 467	1 529 467		
. Dettes fiscales	1 486 585	1 486 585		
. Autres dettes	584 445	584 445		
. Produits constatés d'avance	18 813 691	18 813 691		
<b>TOTAL :</b>	<b>36 338 573</b>	<b>36 338 573</b>	<b>-</b>	<b>-</b>

## IV. NOTES SUR LE COMPTE DE RÉSULTAT

## 4.1 NOTES SUR LE RÉSULTAT D'EXPLOITATION

## 4.1.1 Nature des prestations facturées

CHIFFRE D'AFFAIRES	2023	2022	Ecart en €	Ecart en %
. Cotisations des membres du GIE	1 991 646	1 846 273	145 373	8%
<b>Sous-total Cotisations GIE</b>	<b>1 991 646</b>	<b>1 846 273</b>	<b>145 373</b>	<b>8%</b>
. Contributions aux clusters	17 084	-	17 084	
. Salons	7 771 277	6 812 505	958 772	14%
. Campagnes	10 810 070	16 105 048	- 5 294 978	-33%
. Editions	402 490	273 697	128 793	47%
. Conventions	2 390 698	2 982 812	- 592 114	-20%
. Événements presse	2 450 630	2 272 083	178 547	8%
. Diffusion	4 860	-	4 860	
. Prestations succursales	-	-	-	
. Refacturations diverses de promotion	471 729	306 286	165 443	54%
<b>Sous-total promotion</b>	<b>24 318 838</b>	<b>28 752 432</b>	<b>- 4 433 594</b>	<b>-15%</b>
. Prestations d'ingénierie*	1 715 211	910 953	804 258	88%
. Prestations FTO	181 200	-	181 200	
. Journées techniques	120 905	368 972	- 248 068	-67%
. Ventes de publications & données	641 882	689 851	- 47 969	-7%
<b>Sous-total Ingénierie-formation</b>	<b>2 659 197</b>	<b>1 969 776</b>	<b>689 422</b>	<b>35%</b>
. Registres et classement	210 995	272 223	- 61 228	-22%
<b>Sous-total Registres et classement</b>	<b>210 995</b>	<b>272 223</b>	<b>- 61 228</b>	<b>-22%</b>
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>29 180 676</b>	<b>32 840 704</b>	<b>- 3 598 800</b>	<b>-11%</b>

## 4.1.2 Détail des subventions d'exploitation

ORIGINES	OBJETS	MONTANTS CONVENTIONNELS	MONTANTS EN REPORT N-1	MONTANTS AMI REVERSÉS	MONTANTS NON CONSOMMÉS N	PRODUITS DE L'EXERCICE
. MEAE	Subvention de fonctionnement annuel du GIE ATF	28 172 490	3 000 000		2 150 000	29 022 490
. MEAE	Subventions promotion	5 850 000	6 789 782		4 548 600	8 091 182
. MEAE	Subventions ingenieries		5 902 801	- 1 450 652	3 954 099	498 050
Sous-total Subventions Ministère de Tutelle		34 022 490	15 692 583	- 1 450 652	10 652 699	37 611 722
. Autres financeurs	Autres subventions ingenieries	5 837 500	1 736 340	- 262 815	6 796 721	514 303
Sous-total autres financeurs		5 837 500	1 736 340	- 262 815	6 796 721	514 303
TOTAL SUBVENTIONS D'EXPLOITATION		39 859 990	17 428 923	- 1 713 467	17 449 420	38 126 025

## 4.2 NOTES SUR LE RÉSULTAT FINANCIER

NATURE DES PRODUITS ET DES CHARGES FINANCIÈRES	2023	2022
. Produits de gestion de la trésorerie	80	574
. Produits nets de change sur financiers*	40	10 118
. Reprises sur provisions	79 685	53 031
<b>Sous-total Produits financiers</b>	<b>79 805</b>	<b>63 722</b>
. Intérêts débiteurs des comptes bancaires et des fournisseurs	12 505	12 263
. Dettes intérêts fournisseurs	497	458
. Charges nettes de change	11 103	274
. Dotation financières aux amortissements & provisions	41 892	79 685
<b>Sous-total charges financières</b>	<b>65 997</b>	<b>92 681</b>
<b>RÉSULTAT FINANCIER</b>	<b>13 808 -</b>	<b>28 958</b>

\*Depuis le 1er janvier 2017, les écarts de change sur créances et dettes commerciales sont désormais classés dans le résultat d'exploitation conformément au règlement ANC 2015-05 « instruments financiers à terme et couverture ».

## 4.3 NOTES SUR LE RÉSULTAT EXCEPTIONNEL

NATURE DES PRODUITS ET DES CHARGES EXCEPTIONNELLES	2023	2022
. Produits exceptionnels sur opérations de gestion	381	19 114
. Cession d'actifs	-	5 048
. Reprises sur provisions	-	-
<b>Sous-total Produits exceptionnels</b>	<b>381</b>	<b>24 162</b>
. Pénalités de retard charges sociales et autres	1 481	6 277
. Valeurs comptables des éléments d'actif cédés	3 423	4 028
. Dotations exceptionnelles sur matériel déclassé	-	-
<b>Sous-total charges exceptionnelles</b>	<b>4 904</b>	<b>10 305</b>
<b>RÉSULTAT EXCEPTIONNEL</b>	<b>- 4 523</b>	<b>13 857</b>

## 4.4 MONTANT DES HONORAIRES DES COMMISSAIRES AUX COMPTES POUR L'EXERCICE

Au titre de la mission de contrôle légal des comptes exercée par les commissaires aux comptes, les frais d'honoraires sont de 79 700 € HT.

## V. ENGAGEMENTS HORS BILAN

## 5.1 ENGAGEMENTS AU TITRE DES OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL MOBILIER

OPÉRATIONS DE CRÉDIT-BAIL	REDEVANCES PAYÉES		REDEVANCES RESTANT À PAYER			Total
	2023	Cumul au 31/12/2023	Jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	> à 5 ans	
. Matériels de transport	13 006	13 006	3 389	30 624	-	47 019
. Matériels de bureau & informatique	19 609	19 609	-	-	-	19 609
<b>Sous-total Siège</b>	<b>32 615</b>	<b>32 615</b>	<b>3 389</b>	<b>30 624</b>	<b>-</b>	<b>66 628</b>
. Matériels de transport	28 179	138 307	17 041	10 424	-	165 772
. Matériels de bureau & informatique	19 766	88 565	13 489	6 565	-	108 619
<b>Sous-total Bureaux étrangers</b>	<b>47 945</b>	<b>226 872</b>	<b>30 530</b>	<b>16 989</b>	<b>-</b>	<b>274 391</b>
<b>TOTAL GIE</b>	<b>80 560</b>	<b>259 487</b>	<b>33 919</b>	<b>47 613</b>	<b>-</b>	<b>341 019</b>

## 5.2 ENGAGEMENTS AU TITRE DES BAUX IMMOBILIERS

BAUX	TAUX EUR		LOYERS RESTANT À PAYER			Total	Échéance du bail
	Dev	31/12/2023	Jusqu'à 1 an	De 1 à 5 ans	> à 5 ans		
. Bail New-York - 11 Avenue Broadway	USD	1,105	221 970	956 499	257 324	1 435 793	31/08/29
	EUR	-	200 878	865 610	232 872	1 299 360	
. Bail Londres - 75 High Holborn	GBP	0,869	151 956	557 172	-	709 128	30/08/28
	EUR	-	174 843	641 091	-	815 934	
. Bail Montréal - Trust Macgill College	CAD	1,4642	121 347	424 715	-	546 062	30/06/28
	EUR	-	82 876	290 066	-	372 942	
. Bail Zurich - Neumark 6	CHF	0,926	60 712	75 890	-	136 602	31/03/26
	EUR	-	65 564	81 955	-	147 518	
. Bail Sao Paulo - Alameda Jaú	BRL	5,36	103 164	25 792	-	128 956	31/03/25
	EUR	-	19 247	4 812	-	24 059	
. Bail Pekin - c/o Institut français de Pekin	CNY	7,85	678 366	1 865 513	-	2 543 879	30/09/27
	EUR	-	86 416	237 645	-	324 061	
. Bail Vienne - Prinz-Eugen-Strasse 72/2/2.1	EUR	-	25 644	100 439	-	-	30/11/28
. Bail Amsterdam - Hullenbergweg	EUR	-	20 341	-	-	-	31/05/24
. Bail Francfort - Zeppelinallee 37	EUR	-	40 638	-	-	40 638	30/06/24
. Bail Madrid - Calle Serrani N°40	EUR	-	43 917	117 113	-	161 030	31/08/27
. Bail Bruxelles - 222 Rue Louise	EUR	-	59 255	29 628	-	88 883	30/06/25
. Bail Milan - Via Aurelio Saffi 21	EUR	-	65 874	192 133	-	258 007	30/11/27
. Bail Paris - Immeuble Le Jour	EUR	-	2 024 338	8 097 353	1 012 169	11 133 860	30/06/29
<b>TOTAL GIE</b>	<b>EUR</b>	<b>-</b>	<b>2 909 831</b>	<b>10 657 843</b>	<b>1 245 042</b>	<b>14 666 292</b>	

## VI – AUTRES INFORMATIONS

## 6.1 FAITS SIGNIFICATIFS

R.A.S.

## 6.2 INFORMATION SUR LES ÉVÉNEMENTS POST CLÔTURE

Aucun événement significatif n'est intervenu après la clôture de l'exercice.

# RAPPORT DE GESTION DE L'EXERCICE 2023

## 1. MODALITÉS D'EXERCICE DE LA DIRECTION GÉNÉRALE

Le GIE est administré par une Directrice Générale, nommée par arrêté du Ministre chargé du tourisme sur proposition du Conseil d'administration.

Le Conseil d'Administration du GIE ATOUT FRANCE exerce le contrôle permanent de la gestion du groupement par la Direction Générale.

## 2. SITUATION ET ACTIVITÉ DE LA SOCIÉTÉ AU COURS DE L'EXERCICE ÉCOULÉ

L'exercice 2023 se caractérise par un résultat positif, pour la neuvième année consécutive, qui s'élève à 46 646 €.

En 2023, l'activité d'Atout France a bénéficié de deux facteurs favorables :

- Une forte reprise du tourisme dans le monde, notamment en Amérique du Nord, après la reprise du tourisme intra-européen observé en 2022
- Le déploiement du plan Destination France, annoncé par le Premier ministre en novembre 2021, entré dans sa deuxième année.

Le résultat d'exploitation est positif, à 48 K€.

## I. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES ACTIVITÉS

L'activité d'Atout France se déploie selon trois axes :

- 1 ■ **Évaluer** : utiliser les données pour éclairer, piloter, cibler, anticiper et mesurer la performance. Pour cela Atout France déploie la plateforme France Tourisme Observation [FTO] et mène des études constituant une intelligence économique collective ;
- 2 ■ **Transformer** : accompagner l'économie touristique vers des modèles plus compétitifs, durables, qualitatifs, innovants et inclusifs :
  - ▶ Atout France déploie trois programmes France Tourisme Ingénierie [FTI] : *Réinventer le patrimoine*, *Rénovation des stations de montagne et Projets struc-*

*turants* et lance dans le cadre du plan Destination France [PDF] un quatrième programme, *Hôtellerie dans les villes moyennes*.

- ▶ À travers le PDF, Atout France a également lancé, en 2023, des appels à manifestation d'intérêt portant sur l'Hébergement durable et les projets culturels en Outre-mer, le Marketing numérique des réseaux territoriaux, le MICE, la gastronomie, les parcours clients en vue des JO 2024, la gestion des flux touristiques et 50 terrains d'expérimentation.
  - ▶ Atout France favorise l'innovation dans le tourisme à travers la Travel Tech et la professionnalisation à travers notamment le déploiement du programme de e-learning France Connaisseur ou le programme Bienvenue en France.
  - ▶ Atout France assure à la demande de l'Etat des activités réglementaires portant sur l'immatriculation des organismes de voyages et de loisirs et le classement des hébergements, contribuant à la sécurité des consommateurs et à la qualité des hébergements.
  - ▶ Atout France développe des mesures d'accompagnement des partenaires dans la démarche de développement durable, avec la mise en place de nouveaux outils (élaboration d'un centre ressources qui sera déployé au printemps 2024, et comportera des auto-diagnostics, des bonnes pratiques, des informations et liens vers les différents dispositifs d'aide, accompagnement et financement).
- 3 ■ **Relancer** : redévelopper l'attractivité de la destination France, les flux et recettes touristiques internationaux, mettre en œuvre une relance ambitieuse et partenariale, dans un contexte ultraconcurrentiel, en s'appuyant notamment sur les grands événements sportifs internationaux en France en 2023 et 2024. Ainsi Atout France renforce les actions de communication et de promotion de la destination France à travers :
    - ▶ La campagne *#Explorefrance 2023*, initiative portée par Atout France, les 13 organismes régionaux de tourisme et une trentaine d'entreprises du secteur,

et portant sur 10 marchés européens ciblés, ainsi que les Etats-Unis et le Canada, avec le tourisme durable comme fil conducteur.

- ▶ Un accompagnement des marques de destination à l'international, à travers 11 contrats cadres régionaux et 29 marques de destination
- ▶ Une participation au plan *Avenir Montagnes*, avec France Montagnes et les acteurs territoriaux et privés concernés ;
- ▶ Un accompagnement de la reprise pour les destinations d'Outre-mer, avec des actions de promotion visant la notoriété et visant la conversion ;
- ▶ Un soutien du secteur des rencontres et événements professionnels, avec la campagne *The French Way* et la déclinaison du concept French Meeting Event Learning Expedition ;
- ▶ Le programme *France Connaisseur*, en partenariat avec les comités régionaux du tourisme, permettant, par e-learning, aux acteurs internationaux de la distribution de leur faire découvrir la richesse touristique des destinations françaises ;
- ▶ La campagne de communication *Le French Flair se partage* visant à valoriser la Coupe du monde de rugby 2023 et les destinations hôtes.

## II. ÉVÉNEMENTS INTERVENUS DEPUIS LA CLÔTURE DE L'EXERCICE

En raison de la nature de son activité et de ses implantations géographiques, Atout France a suspendu l'activité sur le marché russe et sur le marché ukrainien de son bureau de représentation de Moscou Russie – CEI, depuis la survenance du conflit en Ukraine le 24 février 2022. L'activité a également été suspendue en Israël et dans certains pays du Proche et Moyen Orient depuis l'attaque d'octobre 2023.

## III. ACTIVITÉ EN MATIÈRE DE RECHERCHE ET DE DÉVELOPPEMENT

Aucune dépense n'a été engagée à ce titre.

## IV. ÉVOLUTION PRÉVISIBLE DE LA SITUATION DU GIE ET PERSPECTIVES D'AVENIR

L'activité du GIE en 2024 sera portée à la fois par un contexte où l'activité touristique revient à un niveau équivalent voire supérieur à celui antérieur à la crise sanitaire, et par la mise en œuvre du plan Destination France, pour la troisième et dernière année, plan pour lequel le GIE devrait recevoir des subventions atteignant 12,8 M€. En revanche, l'inflation, le coût accru de l'énergie et des matières premières ainsi que la hausse des rémunérations impactent la capacité d'investir de certains partenaires privés, tout comme la baisse des moyens budgétaires alloués aux principaux organismes gestionnaires de destinations partenaires d'Atout France.

## V. FILIALES ET PARTICIPATIONS

### French Tourist Bureau PTY LTD

Cette société de droit australien, dont le capital est de 1 dollar australien (1 AUD = 0,72 €), est détenue à 100 % par le GIE. Elle a été créée pour répondre aux exigences fiscales et sociales locales, notamment en matière de GST (équivalent local de la Taxe à la Valeur Ajoutée). Au titre du présent exercice, le GIE a accordé à cette filiale une subvention d'équilibre de 353 k€, en légère diminution par rapport à 2022 (389 k€).

## VI. EXPOSÉ SUR LES RÉSULTATS ÉCONOMIQUES ET FINANCIERS

### Compte de résultat

Le résultat net de l'exercice 2023 est excédentaire de 46 646 €.

Le résultat d'exploitation est excédentaire de 48 097 €.

Les produits d'exploitation ont atteint 69,49 M€ en 2023 :

PRODUITS D'EXPLOITATION - EN K€	2023	2022	2021	2020	2019
SUBVENTION POUR CHARGE DE SERVICE PUBLIC	29 022	28 863	23 314	28 968	31 968
Subventions C.I.T. [visas] et Plan Destination France	8 589	8 649	7 148	1 265	4 507
Autres subventions et produits	2 694	1 514	1 091*	2 174	1 217
<b>TOTAL PRODUITS HORS PARTENARIAT</b>	<b>40 305</b>	<b>39 026</b>	<b>31 543</b>	<b>32 457</b>	<b>37 692</b>
Cotisations des adhérents	1 992	1 846	1 794		2 171
Autre partenariat hors C.I.T.	19 489	20 222	13 930	17 917	28 563
Partenariat C.I.T. et Plan Destination France	7 699	10 772	9 523	1 492	9 005
<b>TOTAL CHIFFRES D'AFFAIRES</b>	<b>29 180</b>	<b>32 841</b>	<b>25 247</b>	<b>19 409</b>	<b>39 739</b>
<b>TOTAL PRODUITS D'EXPLOITATION</b>	<b>69 485</b>	<b>71 867</b>	<b>56 790</b>	<b>51 866</b>	<b>77 431</b>

Le GIE a bénéficié d'une subvention pour charges de service public (SCSP) de 28,17 M€, en augmentation de 0,31 M€ par rapport à la subvention versée en 2022. Par ailleurs le report sur 2023 (de la SCSP initiale de 2021) à hauteur de 3 M€, a été consommé à hauteur de 0,85 M€ pour abonder la part des crédits du plan Destination France destinés au financement des emplois liés au déploiement du plan.

En 2023, Atout France a reçu des financements au titre du plan Destination France, à hauteur de 11 487k€ dont 5 850 k€ ont été consommés et 5 637 k€ ont été reportés sur 2024 :

- 5 850 k€ pour la promotion, intégralement consommés
- 5 637 k€ pour l'ingénierie (6 000 K€ avant mise en réserve), reportés intégralement sur 2024 mais en grande partie engagés.

Les crédits destinés à l'ingénierie et à l'innovation sont mobilisés à travers des appels à manifestation d'intérêt, nouvelle forme d'intervention d'Atout France ayant nécessité des délais de mise en œuvre. Contrairement aux années précédentes, Atout France ne bénéficie plus de produits des recettes visas

En 2023, le montant disponible de 6 789 k€ issus de reports précédents a été consommé à hauteur de 2 241 k€,

le GIE ayant fait le choix de consommer en priorité les crédits du plan Destination France pour mener ses actions de promotion, ce qui conduit à un report sur l'exercice 2024 de 4 548 k€.

A ces subventions s'ajoutent d'autres subventions spécifiques, consommées à hauteur de 514 k€ :

- 319 k€ provenant du ministère des Outre-mer
- 195 k€ provenant de l'Agence nationale de la cohésion des territoires (ANCT)

Le volume global des subventions consommées représente ainsi 38 125 k€, contre 38 044 k€ en 2022 et 36 839 k€ en 2019. Le report des subventions sur 2024 est de 17 276 k€, permettant à Atout France d'étaler sur la durée du plan Destination France (2022-2024) l'ensemble des subventions reçues, et d'anticiper et lisser une baisse potentielle de crédits d'intervention en 2025.

Hors budget, Atout France a bénéficié, comme en 2020, 2021 et 2022, d'une atténuation de charge de 1 500 k€ appliquée par le ministère de l'économie, des finances et de la souveraineté industrielle et numérique (DGE) lors du remboursement par Atout France de la masse salariale des agents de l'Etat mis à sa disposition à l'étranger.

Le chiffre d'affaires comptable, qui représente 29,18 M€ en 2023, connaît une diminution de 11 % par rapport à 2022 (à 32,84 M€), baisse due à l'arrêt de la facturation croisée depuis octobre 2022.

La progression des cotisations à 1 992 k€, soit +7,9% par rapport à 2022 (à 1 846 k€), témoigne du maintien de la confiance et de l'adhésion des membres du GIE.

La décomposition du chiffre d'affaires par nature des prestations facturées, outre la diminution de 3,66 M€ du total, fait apparaître une évolution des prestations facturées par rapport à 2022 :

- la fin des restrictions aux déplacements internationaux a conduit à une forte reprise des prestations en présentiel (BtoB) : salons, événements, animations et workshops ;
- les opérations en BtoC restent largement dominantes, en particulier les actions de marketing digital, ce qui est conforme aux orientations du COP 2020-2023.

CHIFFRE D'AFFAIRES	2023	2022
. Cotisations des membres du GIE	1 991 646	1 846 273
<b>Sous-total Cotisations GIE</b>	<b>1 991 646</b>	<b>1 846 273</b>
. Contributions aux clusters	17 084	-
. Salons	7 771 277	6 812 505
. Campagnes	10 810 070	16 105 048
. Editions	402 490	273 697
. Conventions	2 390 698	2 982 812
. Evénements presse	2 450 630	2 272 083
. Diffusion	4 860	-
. Prestations succursales	-	-
. Refacturations diverses de promotion	471 729	306 286
<b>Sous-total promotion</b>	<b>24 318 838</b>	<b>28 752 432</b>
. Prestations d'ingénierie*	1 715 211	910 953
. Prestations FTO	181 200	-
. Journées techniques	120 905	368 972
. Ventes de publications & données	641 882	689 851
<b>Sous-total Ingénierie-formation</b>	<b>2 659 197</b>	<b>1 969 776</b>
. Registres et classement	210 995	272 223
<b>Sous-total Registres et classement</b>	<b>210 995</b>	<b>272 223</b>
<b>TOTAL CHIFFRE D'AFFAIRES</b>	<b>29 180 676</b>	<b>32 840 704</b>

\*Prestations facturées

Par origine, le chiffre d'affaires comptable de 29 180 k€ provient pour

- 1 992 k€ des cotisations des adhérents,
- 23 941 k€ du partenariat lié à la promotion
- 2 762 k€ du partenariat lié à l'ingénierie.

Les comptes 2023 font apparaître une progression des charges d'exploitation de 1 699 k€, hors dotations aux amortissements et dotations aux provisions, pour atteindre 68 591 k€ :

- Une diminution des « autres charges et charges externes » de 1,5 M€, pour atteindre 46 749 k€, du fait de la forte progression de l'activité opérationnelle et, dans une moindre mesure, de l'augmentation des loyers du siège avec la fin des gratuités issues du nouveau bail de 2019
- Une augmentation de 3 089 k€ des salaires et charges provenant à

hauteur de 1 187 k€ du recrutement de 40 collaborateurs pour mettre en oeuvre le plan Destination France et dont le coût est financé en partie par les subventions du plan Destination France.

Les amortissements à 0,58 M€ sont restés stables en 2023, en revanche les dotations aux provisions sont en forte baisse pour atteindre à 0,33 M€ à la clôture de l'exercice.

Le résultat financier est positif (+14 K€) principalement justifié par les reprises des écarts de conversion.

Le résultat exceptionnel est en perte à - 4,5 K€.





## VII. BILAN

Les postes du bilan actif et passif font l'objet de notes séparées dans l'annexe relative aux comptes.

## VIII. ANALYSE DE L'ÉVOLUTION DES RÉSULTATS ET DE LA SITUATION FINANCIÈRE

Le résultat est excédentaire de 46 K€.

Le tableau ci-dessous retrace l'évolution du fonds de roulement en nombre de jours de chiffre d'affaires.

- Le fonds de roulement diminue de 2,34 M€ en raison de la baisse du poste trésorerie (-2,79 M€) associé à un BFR négatif (dégagement de trésorerie).
- Le fonds de roulement exprimé en nombre de jours de chiffre d'affaires s'élève à 76 jours soit une diminution de 8 jours entre 2023 et 2022.

ÉVOLUTION DU FONDS DE ROULEMENT EN K€	2023	2022	2021	2020	2019
<b>TOTAL DETTES</b>	<b>-36 762</b>	<b>-37 861</b>	<b>- 30 925</b>	<b>- 25 437</b>	<b>- 20 737</b>
Écarts de conversion passif	-192	-239	- 122	- 77	- 71
Dettes comptes créditeurs banques	8	7	6	5	6
<b>TOTAL PASSIF CIRCULANT [I]</b>	<b>-36 946</b>	<b>-38 093</b>	<b>- 31 045</b>	<b>- 25 509</b>	<b>- 20 802</b>
<b>TOTAL CRÉANCES</b>	<b>17 521</b>	<b>18 269</b>	<b>12 035</b>	<b>13 323</b>	<b>16 252</b>
Charges constatées d'avance	3 083	2 969	3 014	1 911	1 907
Écarts de conversion actif	88	157	116	34	59
<b>TOTAL ACTIF CIRCULANT [II]</b>	<b>20 692</b>	<b>21 395</b>	<b>15 166</b>	<b>15 267</b>	<b>18 217</b>
Besoin en fonds de roulement [III=I+II]	-16 254	- 16 697	-15 879	- 10 242	- 2 585
Trésorerie actif	30 284	33 071	28 270	22 359	12 052
Trésorerie négative	-8	- 7	- 6	- 5	- 6
<b>TRÉSORERIE NETTE [IV]</b>	<b>30 276</b>	<b>33 064</b>	<b>28 264</b>	<b>22 354</b>	<b>12 046</b>
<b>FONDS DE ROULEMENT NET [=III + IV]</b>	<b>14 022</b>	<b>16 367</b>	<b>12 385</b>	<b>12 112</b>	<b>9 461</b>
<b>CHIFFRE D'AFFAIRES ANNUEL ET SUBVENTIONS</b>	<b>67 307</b>	<b>70 885</b>	<b>56 173</b>	<b>49 974</b>	<b>76 579</b>
<b>Fonds de roulement exprimé en nombre de jours</b>	<b>76</b>	<b>84</b>	<b>80</b>	<b>88</b>	<b>45</b>

## IX. PRÉSENTATION DES COMPTES ANNUELS

Les méthodes d'évaluation comptable en vigueur sur l'exercice 2023 restent inchangées, conformément à la règle de permanence des méthodes.

## X. AFFECTATION DU RÉSULTAT

Conformément aux statuts d'Atout France, qui stipulent la responsabilité unique de l'Etat, les sommes figurant en report à nouveau et en résultat sont destinées à l'engagement d'opérations sur les exercices futurs.

Le Conseil propose d'imputer le résultat de l'exercice clos le 31 décembre 2023 au poste « report à nouveau »

POSTES DE CAPITAUX PROPRES	AVANT AFFECTATION	AFFECTATION	APRÈS AFFECTATION
Réserves	5 952 296		5 952 296
Report à nouveau	5 975 658	46 646	6 022 304
Résultat	46 646	46 646	0
Subventions d'investissement	125 904		125 904
<b>TOTAL DES CAPITAUX PROPRES</b>	<b>12 100 504</b>		<b>12 100 504</b>

## XI. RAPPEL DES DIVIDENDES DISTRIBUÉS

En application des statuts et du règlement intérieur du GIE qui stipulent la responsabilité unique de l'Etat, les sommes figurant en réserves, en report à nouveau et en résultat ne sont pas disponibles pour les membres mais restent destinées à l'engagement d'opérations sur les exercices à venir.

## XII. DÉPENSES SOMPTUAIRES

Il n'a pas été constaté de dépenses somptuaires sur le présent exercice.

## XIII. OBSERVATIONS DU CSE [COMITÉ SOCIAL ET ÉCONOMIQUE]

Le texte des éventuelles observations présentées par le CSE, en application des dispositions de l'article L.2323-8 du code du travail, sera transmis à l'Assemblée Générale des membres du GIE.

## XIV. AUTORISATION DE CAUTIONS, AVALS ET AUTRES GARANTIES

Il est de la compétence de la Directrice Générale de déposer tout cautionnement et de le retirer.

## XV. INFORMATIONS SUR LES DÉLAIS DE PAIEMENT FOURNISSEURS ET CLIENTS

POSTE FOURNISSEURS	ÉCHÉANCES			
	NON ÉCHUES	< À 60 JOURS	> À 60 JOURS	TOTAL
<b>TOTAL DU POSTE FOURNISSEURS NET AU 31/12/23</b>	<b>3 648 597</b>	<b>2 659 692</b>	<b>413 657</b>	<b>6 721 946</b>



Le total du poste fournisseurs net en fin d'exercice augmente de 1,94 M€, par rapport à celui à fin 2022, du fait des factures non échues (+ 1,1 M€) et des factures à moins de 60 jours (+ 0,62 M€), ainsi que les factures à plus de 60 jours (+ 0,21 M€)

POSTE CLIENTS	ÉCHÉANCES				
	NON ÉCHUES	< À 60 JOURS	> À 60 JOURS	> À 90 JOURS	TOTAL
<b>TOTAL DU POSTE CLIENTS NET AU 31/12/23</b>	<b>4 327 831</b>	<b>1 167 194</b>	<b>328 274</b>	<b>375 741</b>	<b>6 199 040</b>



Le total du poste clients net en fin d'exercice diminue de 4,33 M€, par rapport à celui à fin 2022, du fait des factures non échues (-1,22 M€) et des factures à moins de 60 jours (-1,91 M€) et les échéances à plus de 90 jours (-1,09 M€).

## XVI. ANNEXES

## ANNEXE 1 | SITUATION DE L'ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE, ET DU PASSIF EXIGIBLE

ACTIF RÉALISABLE ET DISPONIBLE	FIN 2023	FIN 2022	VARIATION EN K€	VARIATION EN K€
Créances rattachées à des participations	-	-	-	-
Prêts	-	-	-	-
Autres immobilisations financières	-	-	-	-
Avances et acomptes versés sur opérations	92	114	-22	59,6%
Créances clients et comptes rattachés	8 226	13 552	-5 326	48,8%
Autres créances	9 157	4 546	4 611	63,0%
<b>Sous-total</b>	<b>17 474</b>	<b>18 212</b>	<b>-738</b>	<b>52,2%</b>
Valeurs mobilières de placement	-	-	-	-
Disponibilités	30 284	33 071	-2 788	17,0%
<b>TOTAL</b>	<b>47 758</b>	<b>51 284</b>	<b>-3 525</b>	<b>27,5%</b>

PASSIF EXIGIBLE	FIN 2023	FIN 2022	VARIATION EN K€	VARIATION EN K€
Dettes auprès des établissements de crédit	6	5	1	20,7%
Emprunts et dettes financières divers	2	2	-	-
Avances et acomptes reçus sur opérations	424	474	-50	-10,6%
Dettes fournisseurs et comptes rattachés	10 531	11 034	-503	-4,6%
Dettes fiscales et sociales	6 401	6 062	339	5,6%
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés	-	-	-	-
Autres dettes	584	1 189	-604	-50,8%
<b>TOTAL</b>	<b>17 949</b>	<b>18 766</b>	<b>-817</b>	<b>-4,4%</b>





RÉPUBLIQUE  
FRANÇAISE

*Liberté  
Égalité  
Fraternité*

ATOUT  
FRANCE

L'Agence de développement  
touristique de la France

# Organisation



# CONSEIL D'ADMINISTRATION DU GIE ATOUT FRANCE

AU 17 MAI 2024

## Président du Conseil d'administration

■ **Christian MANTEI**

## Directrice générale

■ **Caroline LÉBOUCHER**

## Commissaire du gouvernement

■ **Christophe STROBEL**

[Ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique]

## MEMBRES DU CONSEIL D'ADMINISTRATION

### → Représentants de l'État

■ **Joris DUMAZER**

Représentant du Ministre chargé du Tourisme [ministère de l'Économie, des Finances et de la Souveraineté Industrielle et Numérique]

■ **Gilles-Henry GARAUULT**

Représentant du Ministre de l'Intérieur

■ **Romain GUILLARD**

Représentant de la Ministre de l'Europe et des Affaires étrangères

■ **Noël CORBIN**

Représentant du Ministre chargé de la Culture

■ **Isabelle RICHARD**

Représentante du Ministre chargé des Outre-mer

■ **Françoise SIMON**

Représentante du Ministre chargé de l'Agriculture

■ **Agnès REINER**

Représentante du Ministre chargé de l'Écologie, de l'Énergie, du Développement durable et de l'Aménagement du territoire

■ **Gilles QUENERVE**

Représentant du Ministre chargé des Sports

### → Personnalités qualifiées, personnes physiques ou dirigeants de personnes morales, nommées par le Ministre chargé du Tourisme

■ **Christian MANTEI**

■ **François-Xavier BRUNET**

Trésorier de CCI France, président de la CCI de Tarbes et des Hautes-Pyrénées

■ **Didier CHENET**

Président du GNI-HCR

■ **Anne DESCAMPS**

Directrice de la communication du Comité d'organisation des Jeux olympiques et paralympiques Paris 2024

■ **David LISNARD**

Maire de Cannes, président de France Congrès et Évènements, président de l'Association des maires de France

■ **Amélie LUMMAUX**

Directrice générale adjointe développement durable et projets -Groupe ADP

■ **Maryline MARTIN**

Présidente de Guédelon Chantier Médiéval

■ **Patrick MENDES**

Directeur général Europe et Afrique du Nord - Groupe Accor

■ **Jean-François RIAL**

Président-directeur-général de Voyageurs du Monde

■ **Anne RIGAIL**

Directrice générale d'Air France

■ **Camille RIVES**

Directrice des investissements du pôle Tourisme, Loisirs et Culture - Groupe Caisse des Dépôts

■ **Valérie VESQUE-JEANCARD**

Présidente de Vinci Railways, directrice déléguée de Vinci Airports

### → Représentants des Présidents des Conseils régionaux

■ **Patrick AYACHE**

Vice président de la Région Bourgogne-Franche-Comté

■ **Michel DURRIEU**

Conseiller régional de la Région Nouvelle-Aquitaine

■ **Nathalie PORTE**

Vice-présidente de la Région Normandie

■ **Sheila RAMPATH**

Vice-présidente de la Région Guadeloupe

### → Présidents de Destination Régions, Fédération Française des Organismes Régionaux de Tourisme, de Tourisme & Territoires et de Offices de Tourisme de France

■ **François de CANSON**

Président d'ADN Tourisme

■ **Christian MOURISARD**

Président délégué d'ADN Tourisme

■ **Stéphane VILLAIN**

Président délégué d'ADN Tourisme

### → Présidente de l'Union nationale des associations de tourisme et de plein air [UNAT]

■ **Michelle DEMESSINE**

### → Président des Entreprises du voyage

■ **Valérie BONED**

### → Président de l'Union des métiers et des industries de l'hôtellerie

■ **Thierry MARX**

### → Président de l'Association nationale des Élus des Territoires touristiques

■ **Philippe SUEUR**

### → Président de l'Association nationale des Maires des Stations de Montagne

■ **Jean-Luc BOCH**

### → Représentants des adhérents, élus par chacun des quatre collèges de l'Assemblée générale

■ **Nicolas JABAUDUN**

Directeur, Office de tourisme Médoc Atlantique

■ **Emmanuel MOUNIER**

Président de 4 roues sous 1 parapluie

■ **Arnaud PIGNOL**

Directeur général, Avignon Tourisme

■ **Maxime TISSOT,**

Directeur général, Office métropolitain de Tourisme et des Congrès de Marseille

## ASSISTENT AVEC VOIX CONSULTATIVE

■ **Philippe FAURE**

Ancien président du conseil d'administration d'Atout France

■ **Caroline LÉBOUCHER**

Directrice générale d'Atout France

■ **Emmanuel CHARRON**

Contrôle général économique et financier, chef de la mission de contrôle des activités financières

■ **Érik BOULOIS**

Commissaire aux comptes, KPMG

■ **Vanessa RENAUD**

Représentante du personnel en poste à l'étranger

■ **Philippe ROUX**

Représentant du personnel du siège

# ORGANISATION GÉNÉRALE DU GIE EN FRANCE ET DANS LE MONDE

AU 17 MAI 2024

Président de l'Assemblée générale  
Ministre chargé du tourisme

Président du Conseil d'administration  
Christian MANTEI

DIRECTRICE GÉNÉRALE

Caroline LÉBOUCHER

## ATOUT FRANCE AU SIÈGE

Secrétariat général

Rose-Marie ABEL

Direction  
des Ressources  
Humaines

Julie CHAMOURAT

Direction Observation,  
Qualité et Développement  
Durable

Philippe MAUD'HUI

Direction  
du Marketing et  
des Partenariats

Sophie MANDRILLON

Direction Audit interne  
Contôle interne,  
et RSE

Mathieu VANICATTE

Direction  
Communication et  
relations publiques

Stéphanie CADET

## BUREAUX À L'INTERNATIONAL

### AMÉRIQUES

- Brésil
- Canada
- États-Unis
- Mexique

Coordinateur de zone  
Anne-Laure TUNCER

### ASIE, OCÉANIE, P. & M. ORIENT

- Australie
- Chine / Hong Kong / Taïwan
- Corée du Sud
- Émirats arabes Unis, Pays du Golfe, Turquie, Israël, Afrique du Sud
- Inde
- Japon et Asie du Sud-Est

Coordinateur de zone  
Frédéric MAZENQ

### EUROPE DU SUD

- Allemagne
- Autriche et Europe centrale
- Espagne
- Italie
- Suisse

Coordinateur de zone  
Frédéric MEYER

### EUROPE DU NORD

- Belgique
- CEI
- Royaume-Uni
- Pays-Bas
- Scandinavie

Coordinateur de zone  
Fabienne JAVAULT

**#ActivateurDeTourismes**

